

RCS : NICE

Code greffe : 0605

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NICE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1989 B 00685

Numéro SIREN : 350 443 164

Nom ou dénomination : STE GENERALE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES STE DE
COMMISSARIAT AUX COMPTES

Ce dépôt a été enregistré le 16/01/2019 sous le numéro de dépôt 1737

1737(2)

SOCIETE GENERALE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

Société de commissariat aux comptes

Société par actions simplifiée au capital de 60 000 euros

Siège social : 4 rue du Docteur Barety

06000 NICE

350 443 164 R.C.S. NICE

Cadre réservé à l'enregistrement

REGISTRE DU SERVICE DÉPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
NICE

Le 26/12 2018 Dossier 2019 00000411, référence 0604P01 2019 A 05793

Enregistrement : 375 € Pénalités : 0 €

Total liquidé : Trois cent soixante-quinze Euros

Montant reçu : Trois cent soixante-quinze Euros

Le Contrôleur des finances publiques

SERVICE DÉPARTEMENTAL
DE L'ENREGISTREMENT
22, rue Joseph Gaudin
06072 NICE Cedex 2

**PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
DU 20 DECEMBRE 2018**

L'an deux mille dix-huit,

Le vingt décembre, à onze heures,

Monsieur Gérard RUFF, demeurant 70 route de Saint Pierre de Feric, 06000 NICE,

Propriétaire en pleine propriété des 500 actions de 120 euros chacune composant le capital social de la SOCIETE GENERALE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES,

Associé unique et Président de ladite Société

Après avoir exposé :

- que le capital pourrait être augmenté de 1 440 euros pour être porté à 61 440 euros, par l'émission de 12 actions nouvelles de 120 euros chacune, à libérer intégralement en numéraire ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société,
- que ces actions nouvelles seraient émises au prix de 500 euros par titre, comprenant 120 euros de valeur nominale et 380 euros de prime,
- qu'elles seraient libérées en totalité lors de leur souscription,
- qu'il conviendrait de nommer Monsieur Albert PARIS, à qui l'augmentation de capital est réservée, en qualité de Directeur Général,

A pris les décisions suivantes :

- Augmentation du capital social de 1 440 euros par la création de 12 actions nouvelles de numéraire ; conditions et modalités de l'émission,
- Modification corrélative des statuts,
- Nomination d'un Directeur Général – pouvoirs et rémunération,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

GR

AP

PREMIERE DECISION

L'associé unique, après avoir constaté que le capital social était entièrement libéré, décide d'augmenter le capital social de 1 440 euros pour le porter à 61 440 euros, par l'émission de 12 actions nouvelles de numéraire de 120 euros de nominal chacune.

Les actions nouvelles seront émises au prix de 500 euros par titre, comprenant 120 euros de valeur nominale et 380 euros de prime.

Le montant global de la prime d'émission s'élevant à 4 560 euros sera inscrit au passif du bilan dans un compte "prime d'émission" sur lequel porteront les droits de l'associé unique ou des associés.

Elles seront libérées en totalité lors de leur souscription.

Les actions souscrites pourront être libérées en espèces ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société.

Les actions nouvelles seront créées avec jouissance à compter de la date de réalisation de l'augmentation de capital.

Elles seront complètement assimilées aux actions anciennes à compter de cette date et soumises à toutes les dispositions statutaires.

DEUXIEME DECISION

L'associé unique décide que l'augmentation de capital décidée ci-dessus est réservée en totalité à :

Monsieur Albert PARIS, né le 26 décembre 1960 à NICE, demeurant 52 Boulevard Carnot 06300 NICE.

Monsieur Albert PARIS a d'ores et déjà libéré intégralement le montant de sa souscription, soit la somme de 6 000 euros, au moyen d'un virement sur le compte de la Société.

L'associé unique constate en outre :

- les 12 actions nouvelles de 120 euros de valeur nominale et 380 euros de prime chacune ont été souscrites en totalité par Monsieur Albert PARIS sur ses fonds propres,
- que la somme de 6 000 euros, correspondant au montant de sa souscription en espèces a été virée sur le compte de la Société ouvert à la banque BNP PARIBAS dès avant les présentes,
- que l'augmentation de capital est ainsi régulièrement et définitivement réalisée,
- que, suite à la présente augmentation de capital, la Société devient pluripersonnelle.

GM

AP

TROISIEME DECISION

En conséquence de la décision qui précède, l'associé unique décide de modifier comme suit les articles 6 et 7 des statuts :

ARTICLE 6 - APPORTS

Ajout du paragraphe suivant :

« Suivant décision de l'associé unique en date du 20 décembre 2018, le capital social a été augmenté d'une somme de MILLE QUATRE CENT QUARANTE EUROS (1 440 €) en numéraire, pour être porté à SOIXANTE ET UN MILLE QUATRE CENT QUARANTE EUROS (61 440 €). »

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

"Le capital social est fixé à la somme de SOIXANTE ET UN MILLE QUATRE CENT QUARANTE EUROS (61 440 euros).

Il est divisé en 512 actions nominatives de 120 euros chacune, de même catégorie, entièrement libérées, numérotées de 1 à 512."

Le reste de l'article demeure inchangé

QUATRIEME DECISION

L'associé unique nomme en qualité de Directeur Général, sans limitation de durée, sans qu'elle puisse toutefois excéder celle du mandat du Président :

Monsieur Albert PARIS,

Né le 26 décembre 1960 à NICE,

De nationalité française,

Demeurant 52 Boulevard Carnot 06300 NICE.

Conformément aux dispositions des statuts :

- Monsieur Albert PARIS est Commissaire aux comptes inscrit sur la liste visée à l'article L. 822-1 du Code de commerce,
- Il disposera des mêmes pouvoirs de direction que le Président,
- Il aura, comme le Président, le droit de représenter la Société à l'égard des tiers.

Monsieur Albert PARIS ainsi nommé accepte les fonctions de Directeur Général et déclare, en ce qui le concerne, n'être atteint d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptibles d'empêcher sa nomination et l'exercice de ses fonctions.

CINQUIEME DECISION

L'associé unique décide que Monsieur Albert PARIS ne percevra aucune rémunération pour ses fonctions de Directeur Général, mais il pourra prétendre au remboursement sur justification de ses frais de représentation et de déplacement.

AM

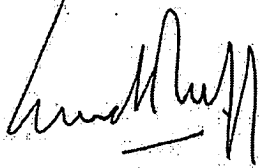
AP

SIXIEME DECISION

L'associé unique donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, signé par Monsieur Gérard RUFF et Monsieur Albert PARIS.

Monsieur Gérard RUFF



Monsieur Albert PARIS

*« Bon pour acceptation des fonctions de
Directeur Général »*

*Bon pour acceptation des fonctions de
Directeur Général*





BNP PARIBAS

Agence Entrepreneurs Côte d'Azur Entreprise
Maison des Entrepreneurs
Immeuble « Premium »
61-63 Avenue Simone Veil
06200 Nice

ATTESTATION

Nous soussignés, BNP Paribas, Agence Entrepreneurs Côte d'Azur Entreprise, 61-63 Avenue Simone Veil – 06200 Nice, attestons par la présente que le compte ouvert sur nos livres, au nom de « STE GENERALE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES STE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES », sigle SGCC, SAS au capital de 60 000 €, dont le siège social est à Nice (06000), 4 rue Docteur Barety, immatriculée sous le n° 350 443 164 RCS Nice, a été crédité en date du 20/12/2018, de la somme de 6 000,00 € (six mille euros), en provenance de Mr Albert PARIS.

Fait à Nice, le 15 Janvier 2019, pour servir et valoir ce que de droit.

Philippe Negro
Chargé d'Affaires Entrepreneurs

BNPPARIBAS
Maison des Entrepreneurs le Premium
61/63 avenue Simone Veil 06200 NICE

M2 

N° 11682*03

DECLARATION DE MODIFICATION

RESERVE AU CFE M G U I D B E F K T

PERSONNE MORALE

Déclaration N°
Reçue le
Transmise le

1	<input checked="" type="checkbox"/> Dénomination, forme juridique, capital <input type="checkbox"/> Transfert de siège <input type="checkbox"/> Reprise d'activité	<input type="checkbox"/> Prise d'activité d'une société créée sans activité <input type="checkbox"/> Déclaration relative à un établissement : (ouverture, modification, transfert, mise en location gérance, gérance-mandat, fermeture) <input type="checkbox"/> Dissolution : <input type="checkbox"/> avec poursuite d'activité <input type="checkbox"/> sans poursuite d'activité	<input type="checkbox"/> Cessation totale d'activité sans disparition de la personne morale (mise en sommeil) <input type="checkbox"/> GIE-GEIE <input checked="" type="checkbox"/> Autre: Modification des dirigeants
---	--	---	---

REPLIR DANS TOUS LES CAS les cadres n° 1, 2, 22, 23 ET LES MENTIONS NOUVELLES OU MODIFIEES en indiquant la date de l'événement

RAPPEL D'IDENTIFICATION AVANT MODIFICATION

2	N° UNIQUE D'IDENTIFICATION 13151044311641 <input checked="" type="checkbox"/> IMMATRICULATION AU RCS DU GREFFE DE NICE <input type="checkbox"/> AU RM DANS LE DEPT DE Greffe(s) du ou des immatriculation(s) secondaire(s)	Dénomination / Sigle STE GENERALE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES STE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES / SGCC Forme juridique, sig. par. actions simplifié Siège ou 1 ^{er} établissement en France pour les sociétés étrangères : rés., bât., n°, voie, lieu-dit Avenue DOCTEUR BARETY Code postal 06100 Commune Nica
---	---	---

UNIQUEMENT POUR LA SOCIETE A ASSOCIE UNIQUE. L'associé unique assume-t-il personnellement la direction de la société oui non

DECLARATION RELATIVE A LA MODIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

4	12012018 DENOMINATION Forme juridique <input type="checkbox"/> Société réduite à un associé unique Durée de la personne morale Date de clôture de l'exercice social	7	<input type="checkbox"/> FUSION <input type="checkbox"/> SCISSION Cette opération entraîne <input type="checkbox"/> une augmentation de capital. Indiquer les personnes morales ayant participé à l'opération sur l'intercalaire M'
5	12012018 Capital : montant, unité monétaire. 61.440 Euros Si capital variable : Montant minimum <input type="checkbox"/> Continuation de la société malgré un actif net inférieur à la moitié du capital social <input type="checkbox"/> Reconstitution des capitaux propres	8 MISE EN SOMMEIL PAR CESSATION TOTALE D'ACTIVITE
6	<input type="checkbox"/> Adhésion aux principes de l'économie sociale et solidaire - ESS (cf. notice) <input type="checkbox"/> Sortie du champ de l'économie sociale et solidaire - ESS (cf. notice)	9 DISSOLUTION Indiquer le liquidateur au cadre 19 sauf pour une transmission universelle du patrimoine Dans le cas de fermeture d'établissement(s) remplir cadre 12 Nom du journal d'annonces légales Date de parution Adresse de liquidation : <input type="checkbox"/> siège <input type="checkbox"/> adresse du liquidateur <input type="checkbox"/> Autre
		10	<input type="checkbox"/> Transmission universelle du patrimoine RUPTURE ANTICIPÉE DU CONTRAT D'APPLI

DECLARATION RELATIVE A UN ETABLISSEMENT ET A L'ACTIVITE

11	Cette demande concerne : <input type="checkbox"/> OUVERTURE <input type="checkbox"/> FERMETURE <input type="checkbox"/> MODIFICATION <input type="checkbox"/> TRANSFERT <input type="checkbox"/> LOCATION-GERANCE <input type="checkbox"/> GERANCE-MANDAT
	Date ETABLISSEMENT TRANSFERE OU FERME
12 ANCIEN ETABLISSEMENT : <input type="checkbox"/> Siège <input type="checkbox"/> Siège-Etablissement principal <input type="checkbox"/> Etablissement principal <input type="checkbox"/> Secondaire <input type="checkbox"/> Premier établissement en France d'une société étrangère Adresse : rés., bât., n°, voie, lieu-dit (si différente de celle du cadre 2) Code postal Commune
	Date ETABLISSEMENT CREE OU MODIFIE
13 ADRESSE : rés., bât., app., étage, n°, voie, lieu-dit Code postal Commune
	L'ETABLISSEMENT DEVIENT : <input type="checkbox"/> Siège <input type="checkbox"/> Siège-Etablissement principal <input type="checkbox"/> Etablissement principal <input type="checkbox"/> Secondaire (cocher uniquement si changement de nature de l'établissement) <input type="checkbox"/> Contrat de domiciliation : Nom du domiciliataire N° unique d'identification
	Pour l'ouverture d'établissement(s) situé(s) dans un autre Etat membre de l'UE ou de l'EEE, indiquer le pays, le lieu et le N° d'immatriculation sur l'intercalaire M'
	POUR UN TRANSFERT : Destination <input type="checkbox"/> Vendu <input type="checkbox"/> Fermé <input type="checkbox"/> Autre Si maintien d'une activité, de ce fait, l'établissement est <input type="checkbox"/> Siège <input type="checkbox"/> Principal <input type="checkbox"/> Secondaire POUR UNE FERMETURE : Destination <input type="checkbox"/> Supprimé <input type="checkbox"/> Vendu <input type="checkbox"/> Autre Si cessation d'emploi de tout salarié : date Suite sur intercalaire M'
	POUR UN ETABLISSEMENT MODIFIE : Présence de salarié <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non POUR UN ETABLISSEMENT CREE : s'il est secondaire, est-il permanent et dirigé par une personne ayant le pouvoir de lier des rapports juridiques avec les tiers <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non

SOCIETE GENERALE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

Société de commissariat aux comptes

Société par actions simplifiée

au capital de 61 440 euros

Siège social : 4 rue du Docteur Barety

06000 NICE

350 443 164 R.C.S. NICE

STATUTS MIS A JOUR LE 20 DECEMBRE 2018

Articles 6 et 7 modifiés

Certifié conforme par le Président



ARTICLE 1 – FORME

La société a été constituée sous la forme de société à responsabilité limitée aux termes d'un acte sous seing privé en date à NICE du 17 avril 1989, enregistré le 19 avril 1989 au Service des Impôts de NICE COLLINES, bordereau 90, case volume 1 n°1.

Elle a été transformée en société par actions simplifiée aux termes d'une décision unanime de son associé unique le 18 décembre 2018.

Elle continue d'exister entre les propriétaires des actions existantes et de celles qui seraient créées ultérieurement.

Elle est régie par les lois et règlements en vigueur, le titre II du livre VIII du Code de commerce, ainsi que par les présents statuts et les textes légaux et réglementaires qui lui seraient applicables ultérieurement. Conformément aux dispositions de l'article L822-1-3 du Code de commerce, la majorité des droits de vote de la société sont détenus par des commissaires aux comptes ou des sociétés de commissaires aux comptes inscrits sur la liste prévue au I de l'article L. 822-1 ou des contrôleurs légaux des comptes régulièrement agréés dans un autre Etat membre de l'Union européenne. Lorsqu'une société de commissaires aux comptes détient une participation dans le capital d'une autre société de commissaires aux comptes, les associés non commissaires aux comptes ne peuvent détenir plus de la majorité de l'ensemble des droits de vote des deux sociétés

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public de ses titres mais peut néanmoins procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

Dans les sociétés de commissaires aux comptes inscrites, les fonctions de commissaire aux comptes sont exercées, au nom de la société, par les commissaires aux comptes personnes physiques associés, actionnaires ou dirigeants de cette société qui signent le rapport destiné à l'organe appelé à statuer sur les comptes. Ces personnes ne peuvent exercer les fonctions de commissaire aux comptes qu'au sein d'une seule société de commissaires aux comptes. » (C. com., art. L. 822-9, al. 1er).

Par dérogation au premier alinéa l'exercice de ces fonctions est possible simultanément au sein d'une société de commissaires aux comptes et d'une autre société de commissaires aux comptes dont la première détient plus de la moitié du capital social ou dans le cas où les associés des deux entités sont communs pour au moins la moitié d'entre eux. ».(C. com., art. L. 822-9, dernier alinéa).

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet sans changement :

- l'exercice de la profession de commissaire aux comptes,
- toutes missions pouvant être confiées à des commissaires aux comptes en vertu de la loi et des règlements en vigueur.

Elle peut réaliser toutes opérations qui se rapportent à cet objet social et qui sont compatibles avec celui-ci, dont la détention de participation de toute nature, dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires encadrant l'exercice de la profession de commissaire aux comptes, notamment ses règles de déontologie. A ce titre, la société s'engage à respecter :

- la réglementation liée aux incompatibilités et aux risques de conflits d'intérêts propre à la profession de commissaire aux comptes,

- l'indépendance de l'exercice professionnel de ses associés et de ses salariés.

Pour réaliser son objet elle peut créer, acquérir, vendre échanger, prendre ou donner à bail, avec ou sans promesse de vente, gérer ou exploiter tous biens meubles ou immeubles, plus généralement toutes opérations civiles mobilières immobilières se rapportant aux objets spécifiés.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination sociale reste :

**" SOCIETE GENERALE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
Société de commissariat aux comptes".**

Son sigle reste : S G C C

La société sera inscrite sur la liste des commissaires aux comptes sous sa dénomination sociale.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots « Société par actions simplifiée» ou des lettres « S.A.S. » et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi de l'indication de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes à laquelle la société est rattachée en application de l'article R. 822-39 du code de commerce.

En outre, la Société doit indiquer en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social reste fixé :

4 RUE DU DOCTEUR BARETY 0600 NICE

Il peut être transféré en tout endroit par décision de la collectivité des associés ou par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société reste fixée à **cinquante (50) années** à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS

Lors de la constitution, il a été fait apport d'une somme de SEPT CENT SOIXANTE DEUX EUROS QUARANTE CINQ (762,45 €), représentant des apports en numéraire, déposée intégralement à un compte ouvert au nom de la société en formation à la BANQUE INDUSTRIELLE DE MONACO agence 18 boulevard des moulins 98000 MC MONACO.

Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 24 juin 1999 le capital social a été porté à 59 455.04 euros divisé en 625 parts de 95,13 euros.

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 28 décembre 2001 le capital social a été converti en unité euro et augmenté d'une somme de 544,88 euros pour être



porté à 60 000,0 euros.

Lors de l'opération de réduction du capital social par rachat des parts sociales de la SASU EXPERTS COMPTABLES ET ASSOCIES par abréviation et sigle ECA décidé par l'assemblée générale extraordinaire du 15 février 2016 le capital social a été réduit d'une somme de 12 000,00 euros par annulation de 125 parts.

Suivant décision de l'associé unique en date du 29 avril 2016, le capital social a été augmenté d'une somme de DOUZE MILLE (12 000,00) euros par incorporation de réserves, pour être porté à SOIXANTE MILLE (60 000,00) euros.

Suivant décision de l'associé unique en date du 20 décembre 2018, le capital social a été augmenté d'une somme de MILLE QUATRE CENT QUARANTE EUROS (1 440 €) en numéraire, pour être porté à SOIXANTE ET UN MILLE QUATRE CENT QUARANTE EUROS (61 440 €).

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social reste fixé à la somme de SOIXANTE ET UN MILLE QUATRE CENT QUARANTE EUROS (61 440 euros).

Il est divisé en 512 actions nominatives de 120,00 euros chacune, de même catégorie, entièrement libérées, numérotées de 1 à 512.

En cas de retrait ou d'entrée d'associés, de modification dans la composition des organes de gestion, de direction, d'administration ou de surveillance, la société est tenue de demander au Haut Conseil du commissariat aux comptes ou à son délégué en matière d'inscription la modification correspondante de son inscription sur la liste des commissaires aux comptes. La compagnie régionale des commissaires aux comptes à laquelle la société est rattachée est également informée de ces modifications.

ARTICLE 8 – AVANTAGES PARTICULIERS

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier.

ARTICLE 9 – MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur.

La collectivité des associés, délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires sur le rapport du président, est seule compétente pour décider d'augmenter, de réduire ou d'amortir le capital.

Les associés ont, proportionnellement au nombre de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. La collectivité des associés qui décide l'augmentation de capital peut supprimer ce droit préférentiel de souscription, totalement ou partiellement, en faveur d'un ou plusieurs associés dénommés, dans le respect des conditions prévues par les dispositions légales. Les associés peuvent aussi renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel.

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations sur le capital doit respecter les dispositions légales de détention des droits de vote régissant la profession de commissaire aux comptes.

ARTICLE 10 - LIBERATION DES ACTIONS

En cas d'augmentation de capital, les actions d'apports en nature doivent être intégralement libérées ; les actions souscrites en numéraire sont obligatoirement libérées, lors de la souscription, du quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission

La libération du surplus doit intervenir, en une ou plusieurs fois, sur appel du président, dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive

AN

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque associé.

A défaut par les associés d'effectuer à leur échéance, les versements exigibles, ils sont passibles, sans qu'il soit besoin de mise en demeure, d'un intérêt de retard fixé par le président en fonction des taux couramment pratiqués sur le marché, à compter du jour de l'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

ARTICLE 11 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHEES AUX ACTIONS

1. Droit des associés

Chaque associé, en l'absence de catégories d'actions donnant des droits différents, a droit à une part des bénéfices, de l'actif social et du boni de liquidation, proportionnelle au nombre d'actions qu'il détient.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par un mandataire, choisi parmi les autres associés. A chaque action est attachée une voix. Les droits de vote de chaque associé sont proportionnels au nombre d'actions qu'il détient.

Chaque action donne, en outre, le droit d'être informé sur la marche de la société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

2. Obligations des associés

Les associés ne sont tenus du passif social et ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de la collectivité des associés.

ARTICLE 12 – FORME – NEGOCIABILITE – INDIVISIBILITE ET DEMEMBREMENT DES ACTIONS

1. Les actions sont nominatives ; elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la société au nom de l'associé dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.
2. Les actions ne sont négociables qu'après la réalisation définitive de l'augmentation de capital lorsqu'elles résultent d'une augmentation de capital.
3. Les actions sont indivisibles à l'égard de la société ; tous les professionnels copropriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un professionnel, mandataire unique, désigné d'accord entre eux ou à défaut en justice à la requête du copropriétaire le plus diligent.
4. L'usufruitier et le nu-propiétaire d'actions ont le droit de participer à toutes les décisions de la collectivité des associés. Toutefois, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les décisions collectives ordinaires et au nu-propiétaire dans les décisions collectives extraordinaires.

5. Le bailleur et le locataire d'actions ont le droit de participer à toutes les décisions de la collectivité des associés. Toutefois, le droit de vote appartient au bailleur lorsqu'il s'agit de modifier les statuts ou de changer la nationalité de la société et au locataire pour toutes les autres décisions de la collectivité des associés. Pour l'exercice des autres droits attachés à l'action, le bailleur est assimilé au nu-propriétaire et le locataire à l'usufruitier.

Pour toutes les décisions (ordinaires comme extraordinaires), la majorité des droits de vote des sociétés de commissaires aux comptes doit toujours être détenue par des commissaires aux comptes ou des professionnels assimilés conformément au 1° de l'article L. 822-1-3 1° du Code de commerce.

ARTICLE 13 – TRANSMISSION DES ACTIONS

La cession des actions de l'associé unique est libre.

En cas de pluralité d'associés, toute cession d'actions ayant pour effet l'admission d'un nouvel associé est subordonnée au respect du droit de préemption conféré aux associés dans les conditions ci-après et à l'agrément résultant d'une décision extraordinaire de la collectivité des associés.

Par cession il faut entendre toute décision ou toute opération, à titre onéreux ou à titre gratuit, emportant transfert ou démembrement de propriété, y compris par l'effet d'une transmission universelle de patrimoine.

Droit de préemption

L'associé Cédant doit notifier au Président et aux associés, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, son projet de cession, en indiquant les noms, prénoms ou dénomination sociale, adresse du domicile ou du siège et forme juridique du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est projetée et, le cas échéant, le prix offert.

Chaque associé exerce son droit de préemption en notifiant au Président le nombre d'actions qu'il souhaite acquérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

A l'expiration du délai de un (1) mois, le Président devra faire connaître les résultats de la préemption à l'associé cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Si les droits de préemption sont supérieurs au nombre d'actions proposées à la vente, les actions concernées sont réparties entre les associés qui ont notifié leur intention d'acquérir au prorata de leur participation au capital et dans la limite de leurs demandes. Si les offres d'achat sont inférieures au nombre d'actions proposées à la vente, les droits de préemption seront réputés n'avoir jamais été exercés. Dans ce cas, et sous réserve de l'agrément ci-après prévu, l'associé cédant pourra librement céder ses actions au cessionnaire mentionné dans la notification. Toutefois, l'associé cédant peut demander le bénéfice de l'exercice du droit de préemption, à concurrence du nombre de titres pour lequel il aura été notifié par les autres associés, et procéder à la cession du solde des actions qu'il envisageait de céder, conformément aux dispositions des statuts et sous réserve de l'agrément ci-après.

Agrément

La demande d'agrément indique les noms, prénoms ou dénomination sociale, adresse du domicile ou du siège et forme juridique du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est projetée et, le cas échéant, le prix offert. Elle est notifiée à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le refus d'agrément est notifié au demandeur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par exploit d'huissier. L'agrément peut aussi résulter du défaut de réponse dans le



délai de trois mois à compter de la date portée sur l'avis de réception de la lettre recommandée emportant demande d'agrément.

Si la société n'agrée pas le cessionnaire proposé, le président est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification de la date portée sur l'avis de réception de la lettre recommandée emportant refus d'agrément, de faire acquérir les actions soit par un associé ou par un tiers, dûment agréé, soit, avec le consentement du cédant, par la société en vue d'une réduction de capital.

Si, à l'expiration de ce délai, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la société. L'achat ne peut être considéré comme n'étant pas réalisé du seul fait que les actions n'ont pas été inscrites au compte de l'acheteur.

A défaut d'accord entre les parties sur le prix des actions cédées, celui-ci est fixé par expert, selon les modalités définies à l'article 1843-4 du Code civil.

En cas de refus d'agrément, le cédant peut, à tout moment, renoncer à la cession, même après la fixation du prix par expert.

De même est soumise à agrément, dans les mêmes conditions, toute cession de valeurs mobilières, de droits préférentiels de souscription, de droits d'attribution et de tous autres droits négociables émis par la société.

Il en est de même de la transmission des parts sociales par voie de succession ou de liquidation de communauté, sauf pour les héritiers déjà associés, en cas de transmission pour cause de mort, et pour les conjoints déjà associés, en cas de liquidation de communauté.

ARTICLE 14 – CESSATION D'ACTIVITE D'UN PROFESSIONNEL ASSOCIE

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit sur la liste des commissaires aux comptes interrompt toute activité de commissariat aux comptes au nom de la société à compter de la date à laquelle il cesse d'être inscrit.

Lorsque la cessation d'activité du professionnel associé, sa radiation ou son omission de la liste des commissaires aux comptes a pour effet d'abaisser, au-dessous des quotités légales, le pourcentage des droits de vote détenus par des commissaires aux comptes ou des professionnels régulièrement agréés dans un autre Etat membre de l'Union européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes, il dispose d'un délai de six mois à compter du jour où il cesse d'être inscrit sur la liste des commissaires aux comptes, pour céder tout ou partie de ses actions permettant à la société de respecter ces quotités.

Au cas où les stipulations de l'un ou l'autre des deux alinéas précédents ne sont pas respectées, l'associé est exclu de plein droit de la société, ses actions étant, dans un délai de trois mois suivant l'expiration du plus court des délais mentionnés aux deux alinéas précédents, rachetées soit par toute personne désignée par la société, soit par celle-ci. Dans ce dernier cas, elles sont annulées. A défaut d'accord amiable sur le prix, celui-ci est fixé dans les conditions visées à l'article 1843-4 du Code civil.

Toutefois, en cas de décès d'un professionnel commissaire aux comptes, ses ayants droit disposent d'un délai de deux ans pour céder leurs actions à un autre professionnel commissaire aux comptes.

ARTICLE 15 – PRESIDENT

La société est représentée à l'égard des tiers par un président personne physique membre de la société, devant répondre aux conditions fixées au I de l'article 7 de l'ordonnance du 19 septembre 1945, et inscrit sur la liste des commissaires aux comptes ou régulièrement agréé dans un autre Etat membre de l'Union européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes.



Le président est nommé et peut être révoqué à tout moment par une décision ordinaire de la collectivité des associés. Il peut être révoqué sans indemnité, ni préavis, ni précision de motifs et sans que sa révocation soit portée à l'ordre du jour. Toutefois, il doit être invité à présenter ses observations avant que la collectivité des associés ne statue sur sa révocation.

Le président est nommé pour une durée déterminée précisée dans l'acte de nomination. A défaut, il est désigné pour la durée de la société. Les fonctions du président prennent fin à l'expiration de la durée de son mandat.

Elles cessent également par son décès, interdiction, faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire ouvert à son encontre, révocation ou démission, ou encore par survenance d'incapacité physique ou mentale.

Le président assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la société.

Dans les rapports entre associés, le président peut accomplir tous actes de direction, de disposition, de gestion et d'administration de la société, dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi ou les statuts aux associés.

Dans les rapports avec les tiers, le président représente la société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Les stipulations des présents statuts limitant les pouvoirs du président sont inopposables aux tiers.

Le président ne peut agir à l'égard des tiers que dans les limites de l'objet social. Toutefois, la société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le président peut déléguer ses pouvoirs à toute personne de son choix dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Le président a droit en rémunération de ses fonctions à un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel aux bénéfices ou au chiffre d'affaires. Le montant et les modalités de règlement de cette rémunération seront fixés par décision collective des associés. En outre, le président a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

Le président est responsable envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions légales ou réglementaires régissant les sociétés par actions simplifiées, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises par lui dans sa gestion.

ARTICLE 16 – DIRECTEURS GÉNÉRAUX

Le Président peut nommer un ou plusieurs directeurs généraux personnes physiques, membres de la société, chargés de l'assister. Les directeurs généraux sont désignés parmi les commissaires aux comptes inscrits sur la liste visée à l'article L. 822-1 du code de commerce ou régulièrement agréés dans un autre Etat membre de l'Union européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes.

Tout directeur général est révocable à tout moment par le président. Il peut être révoqué sans indemnité, ni préavis, ni précision de motifs. En cas de démission ou de révocation du président, il conserve ses fonctions et ses attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

Ses fonctions cessent également par son décès, interdiction, faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire ouvert à son encontre, révocation ou démission, ou encore par survenance d'incapacité physique ou mentale.



Chaque directeur général est désigné pour la durée des fonctions du président restant à courir et exerce, à l'égard des tiers, les mêmes pouvoirs que celui-ci.

Aucun directeur général n'est rémunéré au titre de son mandat social ; cependant il a droit au remboursement de ses frais professionnels, de représentation et de déplacement sur justification.

Les stipulations des sixième, septième et huitième alinéas de l'article 15 des présents statuts sont applicables au directeur général.

ARTICLE 17 – CONVENTIONS INTERDITES

A peine de nullité du contrat, il est interdit au président et aux directeurs généraux de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

La même interdiction s'applique aux conjoints, ascendants et descendants des personnes ci-dessus ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 18 – CONVENTIONS SOUMISES A APPROBATION

Est soumise à l'approbation de la collectivité des associés toute convention intervenue, directement ou par personne interposée entre la société, son président, l'un de ses directeurs généraux ou l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Cette convention doit être portée à la connaissance du président dans le délai d'un mois à compter du jour de sa conclusion. Le président établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé.

La collectivité des associés statue sur ce rapport en même temps que sur les comptes sociaux du même exercice. Toutefois, lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention de la convention au registre des associés.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, sauf à la personne intéressée et, le cas échéant, au président et aux autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

ARTICLE 19 – CONVENTIONS COURANTES

Les stipulations de l'article 18 des présents statuts ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

ARTICLE 20 – MODALITES DE LA CONSULTATION DES ASSOCIES

Le président sollicite toute décision collective sur un ordre du jour qu'il fixe.

Les décisions collectives sont prises, au choix du Président en assemblée générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé et ce dans tous les cas où les présents statuts font expressément référence à une assemblée générale, une décision collective. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite et être prises par tous moyens de télécommunication électronique, échange de télécopies.

Lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés par la loi ou les présents statuts. Dans ce cas, les décisions sont répertoriées dans un registre.

Tout associé a le droit d'obtenir, avant toute décision, communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la société.

En cas de consultation écrite, le président adresse à chacun des associés, en même temps que le texte des projets de résolution, tous documents d'information nécessaires à la prise des décisions sollicitées. A cet effet, il peut utiliser tous procédés de communication écrite. L'associé consulté répond dans un délai de huit jours à compter de la réception de la demande de consultation, en ayant recours à tous procédés de communication écrite. Son défaut de réponse dans le délai de huit jours équivaut à un rejet des projets de résolution. Le commissaire aux comptes est destinataire, en même temps que les associés, d'une copie des projets de résolution soumis à la collectivité des associés et des documents d'information à eux adressés. Il est tenu informé par le président des décisions prises par la collectivité des associés à l'issue de la consultation.

En cas de décisions prises en assemblée, le président convoque les associés par tout procédé de communication écrite huit jours au moins avant la date fixée pour la réunion. Les convocations comportent l'indication du jour, de l'heure et du lieu ainsi que l'ordre du jour de la réunion. La réunion peut être organisée par visio-conférence ou par conférence téléphonique. Dans le cas où tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

L'assemblée est présidée par le président, qui est habilité à certifier conformes les procès-verbaux des assemblées et peut déléguer ce pouvoir. A défaut, l'assemblée élit son président.

ARTICLE 21 – DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions de la collectivité des associés, à l'exception de celles qui doivent être adoptées à l'unanimité des associés par l'effet de la loi, sont ordinaires ou extraordinaires.

Les décisions ordinaires sont adoptées à la majorité simple des voix attachées aux actions existantes. Constituent des décisions ordinaires les décisions suivantes :

- nomination et révocation du président ;
- nomination des commissaires aux comptes ;
- approbation des comptes et répartition du résultat ;
- approbation des conventions conclues entre la société et son président, ses directeurs généraux ou ses associés.

Les décisions extraordinaires sont adoptées à la majorité des deux tiers des voix attachées aux actions existantes. Constituent des décisions extraordinaires les décisions suivantes :

- augmentation, réduction et amortissement du capital social ;
- fusion, scission ou apport partiel d'actif soumis au régime des scissions ;
- dissolution, prorogation, transformation de la société ;
- toute autre modification des statuts, à l'exception du transfert du siège social prévu en vertu de l'article 4 des présents statuts ;
- agrément d'un nouvel associé.

Toute autre décision relève de la compétence du président.

ARTICLE 22 – PROCES-VERBAUX

Lors de chaque assemblée, est tenue une feuille de présence, et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé par le président de séance et au moins par un associé présent.

Le procès-verbal indique la date et le lieu de la réunion, les nom, prénom et qualité du président de séance, les noms et prénoms des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre d'actions détenues par chacun d'eux et les conditions d'exercice de leur droit de vote, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, les textes des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

Pour chaque consultation écrite, celui qui a sollicité la consultation consigne le résultat de celle-ci dans un procès-verbal, qu'il signe et auquel est annexée la réponse de chaque associé.

Les procès-verbaux sont établis ou reportés sur des registres spéciaux tenus conformément aux dispositions légales en vigueur, à la diligence du président de la société.

Les copies ou extraits des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par le président de la société. Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

ARTICLE 23 – EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} juillet d'une année et finit le 30 juin de l'année suivante.

ARTICLE 24 – INVENTAIRES ET COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que le cas échéant, l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Sous réserve des prescriptions légales applicables, le président établit le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

ARTICLE 25 – AFFECTATION DES RESULTATS – REPARTITION DES BENEFICES

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Le bénéfice disponible est à la disposition de la collectivité des associés qui, sur la proposition du président, peut, en tout ou partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, u le distribuer aux associés à titre de dividendes.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

ARTICLE 26 – CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de solliciter une décision de la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés par actions et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

ARTICLE 27 – TRANSFORMATION – PROROGATION – DISSOLUTION ET LIQUIDATION DE LA SOCIÉTÉ

1. La société pourra se transformer en société de toute autre forme, conformément aux règles résultant de la législation alors en vigueur.
2. La transformation régulière de la société n'entraîne pas la création d'un être moral nouveau.
3. Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le président doit solliciter une décision de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour la modification des statuts, si la société doit être prorogée.
4. A l'expiration du terme fixé par la société ou en cas de dissolution anticipée, la collectivité des associés règle les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, l'expiration de la société ou sa dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique personne morale, sans qu'il y ait lieu à liquidation, sous réserve du droit d'opposition des créanciers sociaux.

ARTICLE 28 – NOTIFICATIONS RELATIVES AU FONCTIONNEMENT DE LA SOCIÉTÉ - APPLICATION DES STATUTS

Au titre des présents statuts le terme de « notification » couvre l'ensemble des notifications entre associés et organes de la société relativement à la vie sociale et aux modalités de fonctionnement fixées aux présents statuts.

Les notifications prévues aux présents statuts sont normalement réalisées par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception

an

Conformément à la loi la notification en la forme ordinaire peut toujours être faite par remise contre émargement ou récépissé alors même que la loi n'aurait prévu que la notification par la voie postale.

En cas d'autre choix de l'émetteur que le L RAR tel que l'envoi d'un e-mail assorti de la fonction accusé de réception ou auquel le destinataire aura répondu, ladite réponse valant accusé de réception, la remise en main propre contre décharge dûment datée, ou autre, la preuve en incombera à la partie qui s'en prévaut.

Dans tous les cas le cachet de la poste de la date de l'envoi ou de la date de la remise en main propre fait foi.

En conséquence chaque associé reconnaît comme valables les notifications réalisées dans les conditions ci-dessus en ce qu'elles permettent de constater la naissance ou l'extinction d'un droit et ce quelle qu'en soit la nature.

Pour la bonne application de cette clause le ou les associés s'engagent à notifier à la société tout changement d'adresse et tout changement de coordonnées électroniques les concernant. Les notifications qui sont faites à la société, au Président sont adressées à son siège social ou à son adresse e-mail.

Pour la bonne application des statuts dans le temps les associés déclarent expressément s'en référer à la loi et à ses modifications successives pour toutes les modalités impératives résultant de la loi, sans qu'il soit besoin d'une mise en conformité des statuts, et sans pour autant remise en cause des modalités de fonctionnement résultant de leurs présents choix.

ARTICLE 29 - CONTESTATIONS

En cas de contestation entre les associés, le président, les directeurs généraux, les liquidateurs et la société ou entre les associés eux-mêmes au sujet des affaires sociales ou relativement à la validité, à l'interprétation ou à l'exécution des clauses statutaires, les intéressés s'efforceront, avant tout recours contentieux devant les juridictions étatiques ou arbitrales, de faire accepter la conciliation, la médiation ou l'arbitrage, du président de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes.

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre la Société et les associés titulaires de ses actions, soit entre les associés titulaires d'actions eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

STATUTS MIS A JOUR LE 20 DECEMBRE 2018

